

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 348 du 02.05

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Le Hamas auteur : Sébastien Boussois.

1-2 Le prix du baril de sang de 'bougnoulle'.

2 Les brèves

2-1 Saed Bannoura : Un bébé meurt après que sa sortie de la Bande de Gaza pour traitement médical ait été refusée

3 Dossier

3-1 Point de vue de Silvia Cattori : Israël, État voyou ?

3-2 Point de vue de Felicity Arbuthnot : Du Nil à l'Euphrate : les « victimes d'une carte de géographie »

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Ilia Kramnik : [Drones: du jouet à l'arme fatale](#)

4-2 Sous délire paranoïaque, Verviers est un bastion du Hamas.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 Carter

1 Hystérie aux USA contre Carter... et Obama n'est pas en reste.

2 Chems Eddine Chitour(Pr) : La force injuste contre les droits de l'homme

5-2 Uri Avnery "Pas vous ! Vous !!!"

5-3 Palestine/Rapport : l'occupation tue plus de 83 palestiniens et enlève 480 autres durant le mois d'avril.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Le Hamas auteur : Sébastien Boussois.

On ne parle que du Hamas depuis que le mouvement islamiste a gagné les élections législatives en janvier 2006, au détriment d'un Fatah déphasé après les échecs des négociations de Camp David en 2000, la seconde Intifada et la mort de Yasser Arafat. Ayant pris la tête du gouvernement à dominante islamiste, puis, en avril 2007, d'un gouvernement d'union nationale avec son rival, le Hamas a fini par s'emparer violemment de tout le pouvoir à Gaza en juin 2007. Bien que placé sous les feux de l'actualité palestinienne et alors que sa percée s'inscrit dans une vague régionale, le mouvement de résistance, qui figure plus que jamais sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne, des Etats-Unis et d'Israël, n'a pas suscité, jusqu'ici, de livre de fond.

Comme l'écrit Dominique Vidal, historien et journaliste, dans sa préface, « le mouvement a progressivement plongé ses racines au plus profond de la société palestinienne ». Né sur les décombres de 40 ans de frustrations palestiniennes, en 1987, lors de la première Intifada, créé par le Cheikh Ahmed Yassine mort assassiné depuis, le « mouvement de résistance islamique » s'inspire des Frères musulmans dont il est issu afin de mener un combat nationaliste et religieux pour la libération de la Palestine. On retient, à juste titre, les attentats-kamikazes dont le mouvement s'est rendu coupable en Israël, son refus de négocier avec ce dernier et les atteintes aux libertés auxquelles il se livre à Gaza contre ses adversaires.

Mais, comme l'explique l'intellectuel palestinien Khaled Hroub dans son ouvrage du même nom, le Hamas ne se réduit pas, loin de là, à ces seules dimensions. Historiquement, politiquement, culturellement, religieusement et socialement, c'est à la fois le principal mouvement islamiste palestinien mais surtout une formidable alternative aux failles du Fatah, décrédibilisé par son échec stratégique, sa gestion corrompue et son absence de vie démocratique interne.

Le Hamas était idéologiquement le mieux placé pour faire face à l'impasse des accords, processus de paix devenu processus d'occupation : doublement du nombre de colons, désarabisation de Jérusalem-est, transformation de la Cisjordanie en bantoustans, multiplication des check-points, incursions israéliennes et contrôle effectif des Territoires face à une Autorité palestinienne impuissante.

Très présent sur le terrain social local depuis 20 ans, le Hamas - même si, comme l'écrit l'auteur, « il ne souhaitait pas gagner les élections » - a dû faire face à ses responsabilités à l'annonce des élections. Au lieu de négocier avec le vainqueur des premières élections démocratiques réalisées dans un pays arabe du Proche-Orient, l'Occident a imposé des sanctions à une population déjà frappée pour moitié par le chômage et vivant aux deux tiers avec moins de deux dollars par jour. L'instauration d'un gouvernement d'unité nationale s'inscrivant explicitement dans la perspective de deux Etats n'y a rien fait : l'embargo des Etats-Unis et de l'Europe a accéléré la radicalisation des éléments islamistes. En « punissant » les Palestiniens, l'Occident les a poussés un peu plus dans les bras de l'aile la plus radicale du Hamas.

Sur le fond, le livre revient dans un jeu de questions-réponses sur la structure, l'idéologie, la stratégie, les soutiens, les attentats kamikazes, l'enracinement progressif du Hamas dans l'histoire et le présent de la société palestinienne. Khaled Hroub a rencontré et interviewé les principaux dirigeants du mouvement pour mener son enquête et écrire son livre. C'est déjà une gageure.

Résumer le contenu du livre en quelques lignes est impossible et des choix s'imposent. Hroub commence par évoquer la Charte du mouvement, rédigée en 1988, et dont les dirigeants se sont petit à petit éloignés ; il revient sur les éléments les plus dérangeants du corpus idéologique du Hamas, à savoir la légitimité d'Israël, la conspiration faite contre les Arabes lors de la création de l'Etat hébreu en 1948, le caractère religieux du combat nationaliste. L'auteur revient ensuite sur ce qui fâche : le présumé antisémitisme du mouvement, le présumé anti-sionisme de ce dernier, l'avenir de la présence juive au Proche-Orient.

Hroub ne manque pas de signaler que le Hamas reste délibérément flou sur certains aspects des rapports entre Juifs et Musulmans, entre Israéliens et Palestiniens. Et évidemment sur la question de la reconnaissance d'Israël, clé de l'affaire. Ce n'est pas « inenvisageable » selon lui. Parce que « le pragmatisme et le réalisme dont font preuve ce mouvement face aux problèmes laisse la porte ouverte à un tel dénouement ». C'est peut être aller vite en besogne mais « il faudrait [quand même] que le climat se prêt à un pas aussi décisif ». On en est loin autant pour Israël que pour la Palestine. Longuement, Hroub démontre brillamment l'évolution « pragmatique » du Hamas entre 1988 et 2008, sa place dans le cœur meurtri des Palestiniens et dans le cœur blessé des Arabes. Et vingt années de lutte, cela compte.

Voilà pour le présent. Mais quel sera l'avenir dans la bande de Gaza du Hamas et la Cisjordanie du Fatah... Et du Hamas ? Quel est l'avenir des relations du Hamas avec le monde arabe ? Avec l'Occident ? Difficile de le dire

comme toujours au Proche-Orient. Tout peut basculer d'un jour à l'autre. Interrogeant une personne à Gaza sur les raisons de son vote pour le Hamas, il obtint cette réponse « Quand je vote pour le Hamas, je vote pour Allah ».

Est-ce à dire que la prochaine étape, après la prise de Gaza par Haniyeh, sera l'implantation radicale et dangereuse d'Al Qaida ? L'auteur ne cache pas sa crainte, même si le Hamas veille. C'est dire qu'il lui faut se normaliser, et passer du statut de mouvement de résistance Ne reculant pas devant des méthodes terroristes (c'est à dire ciblant des civils innocents) à celui de mouvement politique « fréquentable ». On rachète tout le monde dans le monde d'aujourd'hui. Mouammar Kadhafi le sait bien. Alors, pour rassurer, s'il le peut, le Hamas a tendance – mais est-il crédible ? - à répéter : « We are Erdogan, not Taliban ». Un Hamas plutôt tendance Erdogan, du nom du premier ministre turc « islamo-démocrate conservateur », comme on dit à Ankara, que tendance « Fous de Dieu » comme à Kaboul.

Beaucoup d'incertitudes subsistent, l'auteur le reconnaît. Mais laissons lui le mot de la fin : « Les différences entre ces deux mouvements sont considérables, jusque dans leur nature. C'est pour cette raison que le Hamas tient absolument à garder ses distances avec Al Qaida et ne veut surtout pas s'engager dans une coopération ».

A la bataille mondiale de l'organisation d'Oussama Ben Laden, terrorisme inclus, contre les nouveaux croisés de l'Occident, le Hamas oppose une lutte visant à rendre un territoire aux Palestiniens, un pays à part entière où ils puissent vivre libres. Et l'on ne compte plus les déclarations de ses dirigeants, Ismaïl Haniyeh en tête, selon lesquelles ce territoire pourrait se trouver aux côtés d'Israël, et non prendre sa place...Encore faut-il que s'ouvre l'espace d'un dialogue politique, auquel Khaled Hroub, avec son livre, entend contribuer avec conviction, sans préjugés et en respectant le recul nécessaire face à l'actualité.

Khaled Hroub est né dans un camp de réfugiés palestiniens à proximité de Bethléem. Universitaire et journaliste, il dirige le programme d'études des médias arabes de l'Université de Cambridge, en Grande-Bretagne. Il écrit ponctuellement dans les colonnes de Al Hayat, Herald Tribune, Middle-East Journal et la Revue d'Etudes Palestiniennes et est membre du Queen's college à Oxford.

Sébastien BOUSSOIS :

Journaliste français et chercheur. Docteur en sciences politiques, il s'intéresse plus particulièrement au conflit israélo-palestinien et au monde arabe. Il a collaboré à l'ouvrage de Dominique Vidal, Comment Israël expulsa les Palestiniens ? (1947-1949), aux éditions de l'Atelier, et dirige par ailleurs la collection politique « Reportages » aux Éditions du Cygne.

Il a publié cette année Israël confronté à son passé, essai sur l'influence de la nouvelle histoire, chez l'Harmattan et publie en septembre prochain un ouvrage sur Maxime Rodinson. Il écrit enfin ponctuellement dans différentes revues et est l'auteur de romans.

Le Hamas :

Préface de Dominique Vidal Khaled Hroub

Traduit de l'anglais par Laurence Decréau

Demopolis 240 pages, Paris, Avril 2008

<http://oumma.com/Le-Hamas>

<http://oumma.com/Le-Hamas>

sélectionné par <http://groups.google.fr/group/medias-mensonges-desinformation>

1-2 Le prix du baril de sang de 'bougnoille'.

Cette lettre est un hurlement qui vient du cœur, que j'adresse aux gouvernements occidentaux qui soucieux d'être à la tête de pays puissants font passer l'intérêt économique avant l'homme.

Je vois tous les jours des enfants qui meurent en Palestine occupée, sous les bombes larguées depuis les avions de combat f16, mais aussi sous les balles des snipers terroristes sionistes, un fait avéré.

Ensuite, quand j'écoute les médias français, j'entends parler de membres du Hamas, ce qui est une violation de la vérité.

J'entends parler de légitime défense, alors que celle-ci touche bien plus de civils que de combattants du Hamas. J'entends parler de combat, de conflit, de guerre, alors que d'un cotés, il y a une nation industrielle puissante, et puissamment armée, soutenue par les usa, et de l'autre quelques individus armées de cailloux.

Pendant des semaines, les sionistes tuent, bombardent, détruisent, et les médias restent relativement très silencieux, et lorsqu'un palestinien tue ou blesse un soldat sioniste, les médias se réveillent en bondissant.

Le sang du 'bougnoille' n'a pas de poids dans la balance médiatique ?

Je vois que celui qui insulte le Prophète Mohammed, paix sur Lui, est de ceux qui usent du droit de la liberté d'expression, et quand à celui qui critique Israël, le sionisme est un antisémite.

Je vois que le mensonge d'état existe et est au profit du sionisme qui ne cesse de coloniser !

On dit ici et là que le Hamas est illégitime, et qu'il ne faut pas discuter avec celui-ci !

On dit ici et là que le Hamas ne reconnaît pas Israël, et donc, qu'il ne faut pas le reconnaître.

Voilà un mensonge d'état pervers, alors que le Hamas reconnaît Israël sous réserve de réciprocité.

Cette expression gêne le sionisme qui a prévu de continuer de coloniser, et qui a construit le mur anti-terroristes sur des frontières de l'après 1967.

Israël refuse la résolution de 1967, il est donc primordial de continuer la pseudo-guerre, contre des impuissants militairement parlant, et ainsi de continuer de s'agrandir, de coloniser.

Le fait que le Hamas reconnaisse Israël sous réserve de réciprocité est donc une information qui ne doit pas être trop propagée et il est essentiel de continuer le lynchage médiatique du Hamas, démocratiquement élue.

Le sang du bougnouille ne vaut pas 115 dollars le baril !!? Mais plutôt 2 cents !!?

Voyez comment est la démocratie hypocrite, celle qui veut la démocratie pour les autres, mais une démocratie soumise qui ne va que dans le sens des intérêts de l'occident.

J'ai entendu sur une radio le discours de madame Amara qui s'est librement exprimée en faveur des droits de l'homme.

Elle a clairement expliquée qu'un pays comme la Tunisie ne pouvait pas se permettre d'être une démocratie comme la France sinon les Islamistes prendraient le pouvoir.

Le lendemain dans cette même radio, dans les grandes gueules, une grande gueule qui a une entreprise en Tunisie a tenue les mêmes propos.

On peut dire ici, que le sang du barbu n'est que peut chère, et que torturé un barbu est légitime, même si celui-ci n'est qu'un Musulman pratiquant, de toute façon, s'il est barbu, il est dangereux ?

Un barbu, c'est un Ben-Laden, et un terroriste, forcément !!? Un barbu juif, c'est pas pareil !!?

Ainsi, on trouve dans la constitution des droits de l'homme qu'il est légitime de torturer les barbues, et que les arabes dans un pays occupé par une puissance soutenue par l'occident n'ont pas des droits équivalent à ceux de la constitution.

Et l'Irak, personne n'est vraiment choqué que cette invasion est le fruit d'un mensonge afin de satisfaire des besoins économiques ?

Les médias ne montrent pas se mécontentement, de manière sincère, puisqu'ici, de toute façon, c'est du sang de 'bougnouille' qui coule.

Si les Usa avaient envahis la France avec ces mêmes prétextes, je crois que les médias n'auraient pas étaient aussi silencieux.

Ici, le problème, c'est que c'est plus du sang de bougnouille ?

Il y a un problème plus vicieux que les intellectuels occidentaux ne peuvent vraiment débattre, lequel ?

Les pays occidentaux, puissances mondiales, représentent 20 % de la population mondiale, et se partagent 80 % richesses mondiales.

Ce partage injuste permet de rester dans le rang des puissances mondiales.

Ainsi, si ce partage devenait équitable, ces grandes puissances devraient abandonnées l'idée de l'hégémonie, mais aussi du niveau de consommation actuelle.

Cette politique détruit la planète, comme tout le monde le sait.

Le problème, c'est que le pétrole, l'élément le plus important de cette politique injuste, se trouve chez les 'bougnouilles'.

Il est donc important, puisque ces pays sont obligés d'être injustes, de faire passer les 'bougnouilles' pour des méchants, ça tombe bien il y a l'Islam.

Ainsi, le 'bougnouille' est méchant, terroriste, islamiste, barbu, et j'en passe.

Cette politique a donc fait baisser le prix du baril de sang de 'bougnouille' à deux cents, c'est donc une matière première sans intérêts.

Mickaël

<http://labonnereference.fr>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Saed Bannoura : Un bébé meurt après que sa sortie de la Bande de Gaza pour traitement médical ait été refusée

Gaza - 01-05-2008

Le siège imposé par Israël à la bande de Gaza a causé la mort d'un bébé palestinien âgé de 4 mois après que les autorités israéliennes aient refusé son transfert vers un hôpital spécialisé à l'extérieur de la bande de Gaza.

Le siège actuel a causé la mort de 140 malades dans la bande de Gaza.

L'Agence de presse palestinienne, WAFA, a indiqué que Naseem Al Biok, 4 mois, était décédé mercredi dans un hôpital local de Gaza.

Les médecins ont tenté de le transférer à l'étranger pour un traitement médical puisque le siège actuel de Gaza a vidé les hôpitaux de matériel médical et de médicaments.

Actuellement, il y a des dizaines de malades qui souffrent de maladies graves et sont menacés de mort en raison du blocus injuste des Israéliens.

140 malades sont décédés en raison du siège, la plupart des victimes étaient des enfants et des personnes âgées.

Source : <http://www.imemc.org/>

Traduction : MG pour ISM

1/5 alterinfo

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Silvia Cattori : Israël, État voyou ?

Les soldats d'Israël ont fait de Gaza un tombeau

« Ce qu'Israël fait subir aux Palestiniens est une abomination » a déclaré l'ancien Président des Etats-Unis, Jimmy Carter, lors de sa récente tournée au Moyen Orient.

Destructions causées par des F16 israéliens dans le Camp de Bureij qui ont fait 9 morts et 50 blessés le 19 février 2008 (rafahtoday.org)

M. Carter a eu, de plus, le courage de braver le courroux des gouvernements israélien et états-uniens en rencontrant, à Damas, le chef du mouvement Hamas, M. Khaled Meshal, rompant ainsi l'isolement et la diabolisation dans lesquels la diplomatie « occidentale » s'obstine à maintenir cette force politique, démocratiquement sortie des urnes en janvier 2006 [1].

Merveilleux Jimmy Carter !

Par son geste, de simple diplomatie humaine, il a, à lui seul, effacé notre honte d'appartenir à cette société « occidentale » qui continue de soutenir aveuglément un État colonial qui a **effacé la Palestine de la carte** et qui mène, depuis 60 ans contre un peuple sans défense, des opérations militaires à caractère terroriste, une politique d'apartheid et des assassinats ciblés dits « extrajudiciaires ».

Nous aurions apprécié que d'autres chefs d'État aient le courage de dénoncer les crimes de guerre d'Israël avec la même clarté que M. Carter.

Israël a mis le Moyen-Orient à feu et à sang. Il s'est rendu coupable de crimes gravissimes, en violation de toutes les règles du droit international. Et l'Union européenne a encore l'indécence de demander aux Palestiniens, et à leurs frères arabes, de reconnaître « le droit d'Israël à exister » en tant qu' « État juif », ce qui reviendrait à légitimer l'apartheid et à dénier aux réfugiés palestiniens leur droit inaliénable à retourner, comme tout autre réfugié dans le monde, sur les terres et dans les maisons dont ils ont été chassés !

Comme le relevait si justement l'intellectuel palestinien Omar Barghouti, « *aucun État n'a le droit d'exister comme État raciste* » [2]. Un Etat qui fait régner la terreur, en tuant quotidiennement des femmes et des enfants, que leurs proches, au désespoir, retrouvent déchiquetés ; un État qui peut massacrer, comme cela s'est passé à Gaza, en l'espace de quelques jours, des centaines de civils innocents, en lançant contre eux des bombes qui dispersent des centaines de fléchettes acérées, pénètrent le corps, mutilent, tuent, génèrent des souffrances atroces, -sans que cela ne soulève, il faut bien le dire, l'indignation de nos démocraties - devrait être mis au ban des nations.

Alors que nous avons droit aux meilleurs soins, accès à des hôpitaux et des médicaments pour soulager et guérir nos maladies et nos blessures, à Gaza, les malades meurent car Israël ne laisse rien entrer et les hôpitaux sont pris pour cible. L'armée israélienne a dévasté, le 16 avril, « *El Wafa Medical Rehabilitation* », mettant la vie des patients et soignants en danger, les privant d'électricité et d'approvisionnement en eau, contraignant les chirurgiens à cesser d'opérer.

A Gaza, depuis une année, des blessés et des malades, qui auraient pu guérir, sont morts faute de soins. Suhha Al Jumbass, 22 ans, malade de cancer, est décédée, en ce mois d'avril effroyable, parce que l'armée israélienne lui a refusé, comme à 133 autres personnes décédées avant elle récemment, d'aller se faire soigner en Egypte. Au lendemain du massacre de Boureij [3], le Premier ministre israélien, Ehud Olmert a eu l'arrogance de dire qu'Israël fera « *payer au Hamas le prix de ce qui se passe à Gaza* ».

Mais qui paye le prix des souffrances ? L'agresseur ou l'agressé qu'il met à mort ? Que peut encore faire « payer » Israël à ces enfants qu'il affame, qui souffrent de la malnutrition et dont l'état psychologique est inquiétant, et à ces milliers de malades apeurés, laissé à l'abandon faute de soins, qui vont continuer de mourir faute de médicaments ?

Comment nos sociétés peuvent-elles tolérer autant d'horreurs et d'injustices ? Pourquoi nos gouvernements se boment-ils à appeler « *les deux parties à la retenue* », comme si l'on pouvait établir une symétrie entre l'occupant et l'occupé, entre le bourreau et sa victime !

Nous n'en pouvons plus de cette attitude biaisée qui ménage Israël et méprise les victimes arabes. Une résidente de Rafah nous disait récemment avec amertume : « *Ils nous liquident en tirant des missiles remplis d'explosifs lourds de 3'000 pounds. Une tonne de ces explosifs ZNT est capable de raser tout un quartier. C'est un missile de ce type que l'armée israélienne a lancé contre une mosquée à Rafah et qui a détruit également quinze autres maisons. Ils nous condamnent à mourir, ils nous empoisonnent, ils nous enferment, ils nous coupent les vivres, ils nous bombardent, ils nous privent de tout accès aux médicaments, ils nous privent des produits vitaux comme le chlore pour assainir l'eau et ensuite ils nous vendent leurs laitues empoisonnées par les insecticides, à un prix exorbitant* ».

Les Palestiniens ont droit à la vie et à être protégés, comme tout peuple opprimé par plus fort que lui. Jamais une guerre menée par un État colonial n'a été aussi durablement couverte par le mensonge, la désinformation, l'hypocrisie.

Même les soit disant « amis de la Palestine », les pacifistes israéliens que l'on idéalise, ne sont pas sans reproches. Car, se contenter de condamner l'occupation israélienne et ses crimes ne suffit pas à régler les torts causés. Il faut avoir l'honnêteté d'aller à la racine du problème en exigeant, non seulement la fin de l'occupation, mais également le droit au retour des réfugiés, et la fin du racisme institutionnalisé contre les Palestiniens, et cela dans un État qui garantisse des droits égaux à tous ses habitants.

Les gens de confession juive qui s'identifient à Israël ne peuvent continuer à se prévaloir des crimes commis par les nazis pour justifier l'existence d'un État raciste sur des terres volées aux Arabes.

Tout cela est inacceptable. Gaza est, pour ses habitants, une prison d'où personne ne peut sortir, hormis les Palestiniens munis d'un laissez passer VIP délivré à la « tête du client » et d'entente avec l'occupant, par l'Autorité palestinienne de Ramallah. Une Autorité corrompue, qui participe à la liquidation du Hamas et va à l'encontre des aspirations de son peuple.

Les Palestiniens, déjà brutalisés par l'armée d'occupation, ne méritaient pas cette suprême trahison.

Reste à augurer que le temps viendra où ceux qui ont commis des crimes ou qui ont servi, d'une manière ou d'une autre, les intérêts de l'occupant israélien, seront appelés à répondre devant l'histoire.

Silvia Cattori, 21 avril 2008.

Silvia Cattori est journaliste indépendante en Suisse.

Silvia Cattori est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

Sources [Global Research](#)

Posté par Adriana Evangelizt

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

3-2 Point de vue de Felicity Arbuthnot : Du Nil à l'Euphrate : les « victimes d'une carte de géographie »

Lorsque l'Etat d'Israël proclama son indépendance, le 14 mai 1948, son vœu inaugural fut de : « ... garantir l'égalité totale, politique et sociale de tous ses citoyens, sans distinction de religion, d'ethnie ou de sexe ; de garantir la liberté de religion, de conscience, d'éducation et de culture ; de sauvegarder les lieux saints de toutes les religions monothéistes et de soutenir loyalement les principes de la Charte des Nations Unies... »

Israël exhorta « les Arabes habitant l'Etat d'Israël à préserver les voies de la paix et à jouer le rôle qui leur revient dans le développement de l'Etat (d'Israël), sur la base d'une citoyenneté pleine et égale, et d'une représentation équitable dans toutes ses institutions. »

Israël s'apprête à célébrer en grande pompe ses soixante années de violations des droits de l'homme à l'encontre de la région, des Palestiniens, ainsi que la destruction de leurs terres se réduisant telles des peaux de chagrin, se vautrant, dans les faits, sur des tombes, d'anciennes cultures passées au bulldozer et près d'un demi-siècle de décimation de rêves, de maisons et d'héritage culturel. Le travestissement de la fondation de cette théocratie sur le mensonge cité plus haut, la trahison qui est la marque de fabrique de cet Etat, sont comme encapsulés dans l'histoire d'un enfant, emporté dans le déplacement inaugural de près de trois-quarts de million d'âmes chassées de leur terre natale. Début d'une guerre imposée, de fragmentations de familles, d'amitiés, de communautés – incessantes, depuis six décennies sinistres.

L'enfant avait six ans, en 1948. Une nuit, cette année-là, des soldats israéliens vinrent chez lui, à Al-Barwéh. Les membres de sa famille « ... s'enfuirent dans une forêt, les balles sifflant au-dessus de leurs têtes, et ils parvinrent au Liban, où ils restèrent durant plus d'un an, survivant grâce aux maigres subsides des Nations-Unies ».

Finalement, l'enfant fut ramené par son oncle à l'intérieur de la frontière, jusqu'au village de Deir-al-Asad, en Galilée. Ils ne purent pas retourner à Al-Barwéh, car ce village avait été rasé au sol par l'armée israélienne.

« Tout ce qui s'était passé », racontait-il en 1969, « c'est que le réfugié avait échangé son ancienne adresse d'exil pour une nouvelle. J'avais été un réfugié au Liban, et désormais, j'étais un réfugié dans mon propre pays. »

Par la suite, le premier recensement israélien considéra tout Palestinien non-recensé comme un « infiltré » et « par conséquent, comme n'ayant pas droit à une carte d'identité ». L'enfant se trouvait au Liban durant le recensement, et, de ce fait, il se retrouvait dans l'illégalité. Ce, dans son propre pays. Sa famille et les maîtres de son école primaire avaient pris l'habitude de le cacher quand la police ou des responsables officiels se pointaient.

Finalement, on fit croire aux officiels qu'il s'était trouvé chez des Bédouins nomades durant le recensement, ce qui lui permit, en définitive, d'obtenir une carte d'identité, lui conférant un statut légal sur sa terre natale...

Depuis sa prime jeunesse, la littérature et la poésie étaient sa passion. Tandis qu'il était encore à l'école primaire, le directeur de son école lui demanda de participer à la célébration, par le village de Deir al-Asad de la fondation de l'Etat d'Israël. « Je me suis trouvé derrière un micro, pour la première fois de ma vie, et j'ai récité un poème, qui était un cri lancé par un jeune garçon arabe, à un jeune garçon juif. »

Il se souvient encore du thème de ses vers :

« Toi, tu peux jouer au soleil tout ton saoul... Mais moi, non. Toi, tu as une maison ; moi, je n'en ai plus. Toi, tu as des fêtes ; moi, je n'en ai pas. Pourquoi ne pouvons-nous pas jouer ensemble ? »

Le lendemain, le garçon était convoqué par le gouverneur militaire israélien, qui l'insulta et le menaça, concluant : « Si tu continues à écrire ce genre de poème, j'interdirai à ton père de travailler à la carrière de pierres. »

L'enfant pleura amèrement. « C'était le premier juif que je rencontrais et auquel je parlais... Si c'était à ça que les juifs ressemblaient, pourquoi devrais-je adresser la parole à un jeune garçon juif ? »

Il a été sauvé du « feu de la défiance » par une institutrice juive, qui était pour lui « comme une mère », et un symbole de tout ce qui était beau, et bon. Elle élargit ses connaissances en matière de poésie, refusant d'enseigner un programme « conçu pour déformer et discréditer notre héritage culturel ». Elle réussit à mettre à bas les murs de méfiance érigés par le gouverneur militaire. » [1].

Ce jeune garçon était un certain Mahmoud Darwish, sans doute le poète palestinien le plus universellement connu, lauréat du Prix Lotus (en 1969) et du Prix Lénine de la Paix (en 1983).

Le calvaire de la Palestine trouve son reflet dans les cris doux et profonds de ses mots obsédants, chacun de ses poèmes est un requiem composé en l'honneur d'une terre, d'une histoire et d'un peuple violés par les diktats initiaux de Whitehall et d'un monde qui a détourné son visage de son « pays bien-aimé », démembré, mis en pièces. Comparer la richesse luxuriante de la Palestine, sur la carte de 1948, à ce que la Palestine est devenue,

aujourd'hui, revient à comparer la vibration de la beauté à une Palestine affamée par la violence et mutilée, mais continuant à lutter pour son existence et son avenir, tellement précieux.

Le contraste entre les vers poignants de Darwish et le langage obscène de ceux qui ont accédé aux postes politiques les plus élevés en Israël, est violent :

« Nous allons vers un pays qui n'est pas de notre chair. Les noisetiers n'y sont pas de nos os... »

Nous allons vers un pays qui ne suspend nul soleil particulier au-dessus de nos têtes... »

Un autre de ses poèmes commence ainsi :

« Nous voyageons comme n'importe qui d'autre ; mais nous retournons vers nulle-part... »

Et puis, celui-ci :

« La terre se rapproche de nous, nous poussant à travers le dernier passage... »

« Nous avons vu les visages de ceux qui vont jeter nos enfants »

par les fenêtres de cet espace ultime... »

Et puis encore, ces vers, presque insoutenables :

« Fais-moi naître à nouveau, que je puisse savoir dans quel pays je mourrai, »

Sur quelle terre je renaîtrai, de nouveau, à la vie... »

Le lexique dans lequel les dirigeants d'Israël ont puisé leurs imprécations, année après année, provient sans doute de quelque univers parallèle. Le premier Premier ministre d'Israël, David Ben Gourion, dit ainsi des Palestiniens, tandis que l'on détruisait systématiquement cinq-cents villages au cours d'une sorte de cérémonie où l'on pendait en quelque sorte la crémaillère nationale, et tandis qu'une violence absolue faisait rage : « Les vieux crèveront ; quand aux jeunes, ils oublieront... »

Yitzhak Rabin a dit, à propos de l'épuration ethnique des habitants de Gaza : « Israël créera, durant les dix ou vingt ans à venir, des conditions telles qu'elles devraient générer l'émigration naturelle et volontaire, hors de Gaza, des réfugiés... »

« Les Palestiniens sont des bêtes marchant debout... Eretz Israel sera restituée au peuple d'Israël. Tout Eretz Israël. Et ce, pour l'éternité », affirma Menachem Begin, que seul Yitzhak Shamir surpassa dans l'abjection : « Les Palestiniens... seront écrasés comme des sauterelles... leurs têtes seront écrasées sur les pavés et sur les murs. »

Et Ehud Barak d'y aller de son commentaire : « Les Palestiniens sont comme les crocodiles ; plus vous leur donnez de bidoche, plus ils en réclament... »

Ariel Sharon, intronisé « homme de paix » par George Deubeuiliou Bush, l'initiateur des massacres de Sabra et Chatila, au Liban, en 1982, énonçant son plan d'action, déclara : « Tout le monde doit se magner, et s'emparer d'autant de sommets de collines (palestiniennes) qu'il le peut, afin d'agrandir les colonies (juives), parce que tout ce que nous prendrons aujourd'hui restera à nous... Et tout ce dont nous ne nous emparerons pas, c'est eux (les Palestiniens), qui l'auront. »

Raphael Eitan, fondateur du parti de droite Tzomet, et manifestement âme-sœur de Sharon, affirma : « Quand nous aurons colonisé la terre, tous ce que les Arabes pourront faire, à ce sujet, c'est tourner en rond, comme des cafards drogués enfermés dans une bouteille. » [2]

Cette rouerie sioniste, qui trouve ses reflets également à Washington et à Whitehall (le Quai d'Orsay britannique, ndt) vise et dénigre aussi la diaspora juive en Israël et dans le monde entier, dont plusieurs de ses membres ont consacré leur vie – et souvent mis en danger, voir perdu leur carrière – dans leur engagement non seulement envers une terre, mais envers une région où tous peuvent vivre en harmonie, côte à côte. Le vitriol auquel ils sont exposés, provenant de leurs coreligionnaires, comporte notamment le fait d'être traités de « juifs haineux d'eux-mêmes ».

Orwell lui-même aurait bien du mal à mettre le signe d'égalité entre leur passion pour la paix et leur « tu aimeras ton prochain », d'un côté, et la « haine de soi », de l'autre...

Alors que le Conseil de Sécurité de l'Onu menace d'embargo, a menacé d'embargo et impose des embargos contre certains des pays parmi les plus pauvres, en raison de violations, d'entorses ou de non-conformation (réelles, ou perçues) à ses Résolutions, Israël «... jouit d'une relation unique en son genre avec les Nations Unies. En dépit de sa non-application d'une foultitude de résolutions de l'Onu, aucune mesure n'est jamais prise à son encontre », écrit Geoff Simons, dans son étude exhaustive de l'organisation mondiale [3]. Simons liste quelques-unes des résolutions mises au panier de manière expédiente par l'« unique démocratie » au Moyen-Orient : il s'agit de celles portant, notamment, les numéros 242, 338, 465, 672, 673 et 681.

L'« importante » résolution 681, adoptée le 20 décembre 1990, « déplore la décision prise par le gouvernement d'Israël... de reprendre la déportation de civils palestiniens... » Israël répondit, très peu de temps après, par des déportations redoublées.

La résolution 799, du 14 décembre 1992, fut prise à l'unanimité ; elle fut même – cas unique – soutenue par les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Elle dénonçait la poursuite de la violation du droit international par Israël, relevant qu'« en contravention avec ses obligations sous l'empire de la Quatrième Convention de Genève... Israël a déporté, le 17 décembre, des centaines de Palestiniens... ». Plus loin : « ... condamne fortement cet acte... Réaffirme l'applicabilité de la Quatrième Convention de Genève à tous les territoires occupés par Israël... Réaffirme également la souveraineté indépendante et l'intégrité territoriale du Liban... Demande instamment à Israël, en tant que puissance occupante, de garantir le retour immédiat et dans la sécurité dans les territoires occupés de toutes les personnes déportées... »

Le Secrétaire général de l'époque, Boutros Boutros-Ghali, exprima « sa grave préoccupation » au sujet des agissements israéliens. Le Foreign Office britannique développa furtivement un semblant de colonne vertébrale, déclarant qu'Israël violait le droit international – et un diplomate prévit l'issue : «... Israël entend les Résolutions de l'Onu, puis il continue à faire ce qu'il était déjà en train de faire, sans nulle autre forme de procès. »

Les réfugiés ont été déposés dans un désert aux petites heures d'un matin d'hiver, glacial. Israël fit la sourde oreille aux avertissements de l'Onu, et les pays occidentaux laissèrent faire. Les Palestiniens manifestèrent leur soutien aux déportés dans la bande de Gaza, et les militaires israéliens tirèrent dans la foule, tuant une fillette de dix ans et cinq autres personnes. En juillet 1993, Israël était de retour au Liban, décimant ce minuscule pays, par terre, par mer et par air.

Le Liban a été revisité, et re-décimé, encore une fois (avec de belles fillettes israéliennes, que l'on nous a fièrement montrées, dans des bases militaires, en train de dédicacer des missiles, qui allaient être balancés sur les enfants libanais.) Le long « voyage au bout de la nuit » de la Palestine se poursuit, année après année, comme le fait le silence du monde.

L'Irak gît, en ruines, pour avoir dit la vérité aux Nations Unies (tandis que l'agression, et le calvaire, subis depuis cinq ans par un autre pays musulman, l'Afghanistan, n'allume quasiment aucun voyant à l'Onu, ni ne produit aucun spot sur l'un quelconque des radars internationaux).

La célébration du sept-cent-vingtième mois de trahison, par Israël, de son engagement à loyalement soutenir « les principes des Nations Unies » étant à notre porte, les violations les plus récentes incluent notamment l'assassinat de cinquante-cinq Palestiniens, dont des enfants de quinze ans, et les blessures de cent-cinq autres à Gaza, durant le seul mois d'avril, et trois-cents-quarante, durant le seul premier trimestre 2008.

Le remarquable site internet Uruknet fournit une litanie de misères, provenant de nombreuses sources ; en voici seulement trois exemples :

- La fermeture et la confiscation planifiées de plusieurs orphelinats et de plusieurs internats abritant des milliers d'orphelins et d'élèves nécessiteux. Beaucoup des parents de ces orphelins ont été tués par l'armée israélienne, ainsi que par les terroristes juifs paramilitaires, connus également sous le nom de « colons »...

- L'interruption incessante des opérations de secours de l'UNRWA dans la bande de Gaza, à cause de l'interruption de la fourniture du fuel indispensable pour faire fonctionner ses camions et ses centres déployés dans l'ensemble de la bande de Gaza... John Ging, directeur des opérations de l'UNRWA à Gaza, a déclaré mercredi dernier que l'ampleur des morts, des destructions et du désespoir, dans la bande de Gaza, est considérable et catastrophique...

- La découverte, par son propre père, du corps mutilé de Hammad Nidar Khadabth, quinze ans, sur les territoires confisqués par la colonie israélienne illégale d'Al-Hamra. Hammad avait quitté son domicile, mardi 15 avril, pour aller travailler dans le champ appartenant à sa famille... Le corps de Hammad était dénudé, boursoufflé, couvert de bleus et de traces de torture. Il avait le cou brisé, et son visage avait été écrasé à coup de pierres. Un de ses doigts avait été coupé, et il avait plusieurs trous dans la poitrine... Un officier de police israélien, arrivé sur les lieux afin d'enquêter sur l'incident, confirma que Hammad a été assassiné...

Le mardi 22 avril, Saed Bannoura, de l'IMEMC, écrivait : « Un chargement d'aide alimentaire destiné aux habitants de la bande de Gaza s'est vu interdire l'entrée de ce territoire par l'armée israélienne, hier, lundi... L'Organisation Mondiale de la Santé a estimé que le taux de malnutrition dont souffrent les enfants de Gaza atteint vraisemblablement les 45 % en raison du siège imposé à la bande de Gaza par Israël. Les hommes politiques israéliens ont déclaré ouvertement qu'ils ont l'intention d' « étouffer » et d'« affamer » Gaza, afin de forcer ses habitants à renoncer à leur résistance contre l'occupation militaire de leur terre. » On croirait lire la prose d'Yitzhak Rabin, dans un style à-peine différent...

L'agence Associated Press a informé, le 25 avril 2008, que « les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, ainsi que d'autres pays membres, se sont retirés d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Onu, mercredi dernier, après que la Libye eut comparé la situation prévalant aujourd'hui à Gaza aux camps de concentration de la Seconde guerre mondiale ». Le vice-ministre israélien de la Défense, Matan Vilnai, car c'est bien sûr de lui dont il s'agit, a déclaré un holocauste frappant le peuple de Gaza : la Libye, manifestement, sait donc parfaitement utiliser les bons dictionnaires.

Le chirurgien traumatologue David Halpin a répliqué aux questions de l'émission Today de la BBC (le 25 avril), durant laquelle le porte-parole d'Israël Mark Regev tenta de défendre l'indéfendable. Halpin a écrit : « Les souffrances d'1,4 million de personnes, à Gaza, dont les deux-tiers sont des réfugiés et qui sont, de ce fait, classifiés comme des personnes éligibles à une protection particulière, outrepassent toute description et tout chiffre ».

En 1982, le célèbre poète arabe Adonis, né en Syrie (dont le nom est Ali Ahmad Sa'id), a écrit, à propos du siège de Beyrouth par l'armée israélienne :

« Vous ne mourrez pas parce que vous avez été créés et que, par conséquent, vous avez un corps. Non : vous mourrez parce que vous incarnez l'avenir... » Et aussi : « parce qu'on vous bombarde avec de l'obscurité ».

Tandis qu'Israël marque le coup en bombardant ses voisins avec de l'obscurité, les lumières de l'humanité s'éteignent, l'une après l'autre, se perdant, restant coites, avec ceux qui ont quitté la salle, claquant la porte au nez de la vérité, aux Nations Unies.

Le pantin de la Grande-Bretagne, lui aussi frappé de mutisme, j'ai nommé l' « Envoyé Spécial de la Paix au Moyen-Orient » Anthony Lynton Blair QC., s'est, bien entendu, comme qui dirait perdu dans la correspondance. Peut-être l'exhumera-t-on, un jour, de dessous les innombrables milliers de bagages perdus à l'ignominieux Terminal Cinq flambant-neuf de l'aéroport londonien d'Heathrow, et peut-être réussira-t-on à le dépoussiérer, juste à temps, pour qu'il puisse aller rejoindre ses potes lamentable, à la sinistre fête d'anniversaire de l'Etat d'Israël ?

[1] Les indications biographiques ainsi que les extraits choisis de poèmes de Darwish, ainsi que les œuvres évocatrices de Sami al-Qasim et d'Adonis (Ali Ahmed Sa'id), qui incarnent toute l'âme du Moyen-Orient, ont été choisis dans l'ouvrage : Victims of a Map, éditions Saqi Books. <http://www.amazon.com/Victims-Map-Adonis/dp/0863565247>

[2] Paradise: Lost, Professor Jamil I. Toubbeh, Palestine Chronicle, 22nd April 2008.

[3] The United Nations - A Chronology of Conflict, Geoff Simons, Macmillan, 1994.

Voir, également :

<http://www.hanini.org/Al-Nakbagallery.html>

Vous pourrez vous remémorer la Nakba de mai 1948, et vous aurez ainsi des images devant lesquelles vous pleurerez sans difficulté.

Felicity Arbuthnot

Mercredi 30 Avril 2008

ALTER INFO

on Uruknet, 26 avril 2008

<http://www.uruknet.de/?s1=1&p=43448&s2=27>

traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Ilia Kramnik : Drones: du jouet à l'arme fatale.

Où l'on apprend que les Israéliens ont fourni des drônes à la Georgie...

La destruction d'un drone géorgien au-dessus de l'Abkhazie a entraîné une nouvelle poussée de tension dans la région. Pendant que les politiques tentent de remédier à la situation, penchons nous un peu sur le côté technique de la question.

Le drone, ou **UAV (Unmanned Air Vehicle)**, longtemps resté un appareil exotique accessible aux pays les plus riches, devient de plus en plus répandu, notamment grâce aux progrès techniques en la matière.

Pour un certain nombre de pays du tiers monde, les drones sont la seule alternative aux avions qui, non contents de coûter très cher à l'achat, nécessitent des pilotes dont le traitement et la formation sont eux-aussi un gouffre, sans parler de l'infrastructure qui leur est nécessaire.

Par rapport aux avions, outre l'absence de pilote et des caractéristiques techniques bien moins performantes, les UAV se démarquent par des dimensions et un coût sensiblement moindres, ainsi que par une remarquable facilité d'entretien.

De plus, l'infrastructure terrestre nécessaire à l'activité des drones est loin d'être encombrante, l'appareillage indispensable tient en règle générale dans un ou deux véhicules, ce qui permet une utilisation relativement large même dans des conditions de financement extrêmement réduites, qui excluent la construction et l'entretien d'aérodromes pour avions de combat.

L'absence d'équipage permet l'utilisation des UAV pour remplir des missions à haut risque, en évitant ainsi de s'exposer à la perte de spécialistes aussi qualifiés que le sont les pilotes.

Ce facteur, associé à de nombreux autres, a permis une hausse considérable de la demande de drones, accompagnée d'une augmentation du nombre de pays et d'entreprises les développant. Ce phénomène a évidemment touché en premier lieu les pays les plus avancés sur le plan technologique, Etats-Unis, Japon, Russie, pays d'Europe occidentale, ainsi qu'Israël (c'est d'ailleurs Israël qui produit le modèle d'UAV Hermes, dont un exemplaire a été perdu par l'armée de l'air géorgienne le 21 avril dernier).

A la suite des Etats cités ci-dessus, des pays de second ordre en la matière, comme la Chine, l'Inde, l'Iran, l'Afrique du sud et autres, se sont mis à développer leurs propres drones. La majorité de ces appareils sont, en fait, des versions quelque peu agrandies des maquettes volantes construites à l'époque soviétique par les écoliers dans les clubs de pionniers.

Ces machines peuvent le plus souvent être lancées à la main ou grâce à des rampes de lancement extrêmement simples installées sur des véhicules légers, atteindre une vitesse de 100-200 km/h, et emporter jusqu'à quelques kilos de charge utile. En règle générale, on y installe des appareils de reconnaissance, caméras vidéo, goniomètres, dispositifs radios et autres.

De tels appareillages sont capables d'assurer une reconnaissance tactique, en augmentant considérablement les possibilités d'action de n'importe quelles forces terrestres, même peu nombreuses et mal armées.

La classe suivante est composée de machines de dimensions moyennes, qui peuvent peser quelques centaines de kilos, et sont capables de rester en vol pour un temps prolongé. L'UAV Hermes-450 de fabrication israélienne perdu par la Géorgie est à classer dans cette catégorie.

Ce genre de drones convient parfaitement pour des missions de patrouilles prolongées au-dessus de zones de conflit, et leurs appareillages assurent une transmission des informations en temps réel. De plus, l'utilisation de matériaux composites rend les UAV peu repérables par les radars. Ils permettent de résoudre des problèmes relativement complexes, par exemple, la correction en temps réel des tirs d'artillerie longue portée en l'absence de contact visuel, ce qui était auparavant impossible sans s'appuyer sur le facteur humain. Les caractéristiques techniques du Hermes-450 ne laissent aucun doute sur les objectifs de son utilisation. Considérer, comme le font les Géorgiens, ce genre de "jouets" comme pacifiques prête évidemment à rire.

Il existe également une troisième classe de drones, composée d'appareils lourds à destination stratégique, comme par exemple l'américain Global Hawk. De telles machines sont équipées d'appareillages optoélectroniques et de radars extrêmement chers, capables de remplacer efficacement les avions de reconnaissance qui le sont encore plus.

Aucune opération militaire ne pourrait aujourd'hui se passer de tels services. La difficulté que rencontrent les radars pour les repérer, allée à une capacité à rester en vol pendant des dizaines d'heures sans interruption rendent ces appareils véritablement universels.

A cette classe supérieure de drones sont également associés les UAV de frappe, capables d'emporter des armements contrôlés depuis le sol. Ils permettent de régler presque simultanément les deux grands problèmes de ce type de combat, à savoir la découverte de la cible et sa destruction. On peut ainsi lutter contre des objectifs extrêmement mobiles, capables de changer rapidement de position en cas de découverte par un avion de reconnaissance avant que la frappe ne soit effectuée. Cela dit, leur utilisation devrait rester limitée pour longtemps encore, leur puissance de feu étant toujours très loin de celle des avions de combat.

Pendant que les grands pays développent des UAV complexes et de dimensions importantes, les Etats moins grands se dotent activement d'appareils élémentaires, en se préparant aux guerres du nouveau siècle.

En Géorgie et en Abkhazie, cela fait bien longtemps que les enfants ne construisent plus de modèles volants. Leurs parents, en revanche, ont conservé cette passion pour les jouets volants. Seulement, à la différence des modèles de leur enfance dont les petits moteurs toussotaient de manière si amusante, ceux-ci sont bien plus chers et, malheureusement, bien plus dangereux.

29 avril 2008

Ilia Kramnik , RIA Novosti

Posté par Adriana Evangelizt

1/5 alterinfo

4-2 Sous délire paranoïaque, Verviers est un bastion du Hamas.

Ricardo GUTIÉRREZ

Le Soir 30 avril 2008

Sidérant !... Un hebdo du vendredi voit en Verviers un « bastion du Hamas » !

En cause : la position stratégique qu'occuperait l'ex-cité lainière dans « la nébuleuse des Frères musulmans en Belgique ». Nos confrères relayent sans rire une « enquête » d'une « fondation » américaine, la Nefa : rapport de 24 pages qui prétend « révéler les secrets » de la confrérie islamique en Belgique.

Des noms sont jetés en pâture. Des associations sont montrées du doigt. Des mosquées sont salies.

Avec le souci manifeste et outrancier d'assimiler les Frères au Hamas et au terrorisme. L'hebdo en rajoute : Verviers est la « place forte des Frères », la « boîte aux lettres du Hamas ». On en tremble encore.

De Hodimont à Molenbeek, en passant par Saint-Gilles, le rapport tisse une toile de ramifications qui n'a d'autre objet que d'accréditer la thèse d'une nébuleuse tentaculaire. Forcément menaçante. Aux mains de « familles » claniques. Tout y passe, au prix de grossières approximations. Technique maîtrisée : surtout, ne retenir que les éléments à charge (l'inculpation, par exemple, de tel responsable musulman, dont on oublie de préciser qu'il a ensuite été blanchi).

So what ? Que reste-t-il de ce salmigondis ?

Quel délit ? Quelle atteinte à l'ordre public ?

Moins prolix, sur ce terrain, la Nefa se risque juste à exhumer les vagues soupçons qui ont pesé, en 2002, sur la fondation Al Aqsa Belgique...

Suspicion non fondée, avait tranché le ministre des Affaires étrangères Louis Michel, à la Chambre, le 28 janvier 2004 : « La Fondation Al Aqsa est accusée par Israël de financer le Hamas. États-Unis et Grande-Bretagne insistent pour que les avoirs de son antenne belge soient gelés. C'est la Stichting Al Aqsa Nederland qui figure sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne. Il n'y a pas d'éléments juridiques suffisants pour justifier l'inscription d'Al Aqsa Belgique sur cette liste ».

Le propos est clair. Quatre ans plus tard, l'hebdo préfère relayer la thèse des « fins limiers de la Nefa » : Al Aqsa Belgique soutiendrait les terroristes du Hamas... Que fait la police ?

Et qu'en pensent le Washington Post, le New York Times ou le Boston Globe ?

Rien. Ils n'ont jamais accordé la moindre ligne à cette Nefa, qu'ils jugent peut-être un brin « orientée », la fondation comptant parmi ses contributeurs un des responsables de l'antiterrorisme au département américain de la Justice, et un ancien collaborateur du FBI et du département américain de la Défense. Auteur présumé de l'enquête belge, Steve Merley ne s'illustre ni par le nombre de ses publications ni par le sens de la nuance.

Pour une approche plus réaliste de la mosaïque des Frères, d'autres lectures s'imposent...

Comme les analyses fouillées du Nixon Center. Ou les travaux de l'islamologue louvaniste Brigitte Maréchal (1).

Qui n'a pas ri du tout, elle, en lisant le dernier numéro de l'hebdo du vendredi. |

(1) « Les Frères musulmans en Europe, racines et discours », à paraître chez PUF, et « Courants fondamentalistes en Belgique », Middle East Review of International Affairs, mars 2008.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Carter

1 Hystérie aux USA contre Carter... et Obama n'est pas en reste

La puissance du lobby pro-Israël aux Etats-unis est telle - surtout dans le camp Démocrate - qu'on comprend qu'un candidat ne veuille pas risquer de s'aliéner des voix d'électeurs. Mais néanmoins, on aurait préféré voir le candidat du "changement" adopter une attitude plus intelligente vis à vis des initiatives de son ancien mentor, Jimmy Carter.

Mais les Etats-unis sont devenus un pays d'hystériques, ces 8 dernières années... quand un éditeur réputé en vient à écrire que le simple fait de parler avec le Hamas ou de critiquer Israël c'est "planter les graines de la destruction de la Civilisation Occidentale", c'est vraiment qu'au niveau des mentalités, on en est revenu au 12^e siècle et la grande croisade...

[Tim Carr - IES News Service - 23/04/2008 - Trad. Grégoire Seither]

Pauvre Jimmy Carter.

Tout ce qu'il voulait c'était initier des pourparlers en vue d'arriver à la paix. Mais tout ce qu'il a reçu c'est une volée de bois vert, de l'Administration Bush, de la Secrétaire d'Etat, du gouvernement israélien, des grands groupes de presse... et même des candidats à la présidence !

Les plus navrants ont été les commentaires de Barack Obama, qu'une partie de l'opinion considérait comme un potentiel candidat du changement dans la politique étrangère U.S. Parlant devant un groupe de leaders de la communauté juive, dans une synagogue de Philadelphie, Obama a critiqué l'initiative de Carter, déclarant que , *"Hamas n'est pas un Etat, Hamas est une organisation terroriste. De toute évidence ils ont développé une forte influence dans les territoires Palestiniens, mais ils ne contrôlent pas l'appareil du pouvoir."*

Cette distinction est surprenante, étant donné le fait que Obama a fréquemment signalé sa volonté de *"parler à tout le monde"* et que le Hamas est une organisation politique qui - démocratiquement parlant - représente la grande majorité du peuple Palestinien, formant la majorité des élus au parlement palestinien.

Si le fait de détenir le siège de Premier Ministre à la suite d'une élection démocratique n'est pas synonyme de "détenir l'appareil du pouvoir", alors on peut se demander quel est le critère retenu par M. Obama.

Obama a également sacrifié à l'obligation de se présenter comme un ami inconditionnel d'Israël, déclarant que, s'il était élu, *"il ferait le nécessaire pour qu'Israël puisse se défendre contre toute attaque,"* - même si, ici encore, son choix des mots était intéressant, étant donné qu'il ne s'est pas explicitement engagé à aller en guerre pour le compte d'Israël, comme l'ont fait John McCain et Hillary Clinton.

Carter a également été lacéré par les médias étatsuniens qui n'ont parlé de son voyage que pour le critiquer. La page éditoriale du Washington Post - un traditionnel terrain de jeu des néo-cons U.S. - s'est surpassé en accusant Carter d'aller embrasser des brutes sanguinaires. Selon le Post, le Hamas est une bande de *"terroristes"* qui *"n'hésite pas à frapper des civils"* comme par exemple la ville israélienne de Sderot, soumise à *"des attaques quotidiennes de missiles du Hamas"*. Le Post fait semblant d'ignorer qu'en matière de *"frappes contre des civils"* c'est Israël qui est champion toutes catégories. Lors de ses raids contre des *"militants"*, elle laisse généralement plusieurs civils innocents, dont des enfants en bas âge, sur le carreau. Alors que les *"attaques quotidiennes"* contre Sderot n'ont pour l'instant tué qu'une seule personne l'année dernière, les représailles israéliennes ont tué, pendant la même période, près d'un millier de Palestiniens, la majorité des enfants et des civils innocents

Pour l'influent Business Daily : *"Jimmy Carter est le pire de nos anciens présidents, il honore la mémoire de Yasser Arafat tout en embrassant des terroristes assassins. Au lieu de faire la bise aux terroristes, Jimmy Carter ferait mieux d'aller se recueillir sur les tombes de leurs victimes"*.

Pour Benjamin Shapiro, éditeur réputé dans plusieurs quotidiens U.S., c'est carrément la civilisation occidentale qui est en danger : *"Jimmy Carter est un agent du mal. C'est douloureux de devoir traiter un ancien président U.S. de partisan des ténèbres. Mais il est dangereux de laisser un homme comme Jimmy Carter hanter la planète, drappé dans la cape de la réputation américaine et plantant les graines de la destruction de la Civilisation Occidentale."*

Le député du Michigan, Joe Knollenberg est tellement en colère contre Carter qu'il a demandé au Congrès de bloquer tous les financements fédéraux alloués au Centre Carter, expliquant que *"l'Amérique doit parler d'une seule voix contre nos ennemis terroristes"*.

Allant encore plus loin, la députée de Caroline du Nord, Sue Myrick a demandé à Condoleezza Rice de retirer son passeport à Jimmy Carter. *"Cet homme est malade, il doit être mis en quarantaine, on ne peut le laisser sortir de chez lui pour aller semer ces idées malades à travers le monde"*.

Du côté du Congrès, Howard Berman, le nouveau directeur de la commission des Affaires étrangères (House Foreign Affairs Committee), s'est plaint du fait que Jimmy Carter *"n'est pas neutre quand il s'agit du Moyen Orient et d'Israël"*. Berman, par contre qui est membre honoraire du parti Likud israélien et participe activement à tous les groupes de pression pro-Israël à Washington, est d'une neutralité absolue sur la question.

Ironiquement, il serait bon de rappeler à toutes ces oïraies que Carter est un des présidents U.S. qui a fait le plus pour la paix en Israël , pas seulement pour les politiciens d'extrême droite qui ont la faveur actuellement à Washington. C'est lui qui, en 1979, a négocié l'accord de paix avec l'Egypte qui a ouvert la voie à la normalisation des relations entre Israël et plusieurs pays arabes.

Il a toujours été un porte-parole honnête, même si parfois un peu pontifiant, qui a eu le courage de reconnaître que, dans les territoires occupés, Israël a mis en place un système proche de l'apartheid. C'est une réalité que la presse israélienne n'hésite pas à dénoncer mais qu'il est interdit de mentionner aux Etats-unis, sauf à se faire traiter d'antisémite par les "groupies" du lobby pro-Israël qui courent après le "vote juif".

Sources [Libertés Internet](#)

Posté par Adriana Evangelizt

2 Chems Eddine Chitour(Pr) : La force injuste contre les droits de l'homme

«Ce que Israël fait aux Palestiniens est une abomination» Jimmy Carter, président des Etats-Unis (1977-1981)
Jimmy Carter a fait une intervention à l'Université américaine du Caire le jeudi 17 avril, où il a été accueilli par un public très nombreux et tout aussi chaleureux.

Pour lui, il est impossible d'aboutir à un accord dans la région sans impliquer le Hamas, qui a gagné les élections, et la Syrie, dont le territoire du plateau du Golan est occupé par Israël. "Le mot apartheid a choqué, mais avant la parution de mon livre, il n'y avait jamais eu de débat public sur cela aux Etats-Unis; apartheid est pourtant l'exacte description de ce qui se passe aujourd'hui en Palestine", a commencé par dire l'ex-président américain. "En sept ans, il y a eu 13 personnes tuées par les roquettes, et je considère que tuer des civils innocents est du terrorisme, mais ces roquettes sont rudimentaires, et si tu vivais toi à Ghaza, tu verrais que pour un Israélien tombé sous les roquettes palestiniennes, 30 à 40 Palestiniens sont tués par les militaires israéliens, ce qui, selon moi, relève aussi du terrorisme."

Pour rappel, le livre de l'ancien président Jimmy Carter, "Palestine: La Paix et non pas l'Apartheid", avait provoqué un tapage avant même sa publication. Ainsi, la critique du président Carter est remarquable seulement parce qu'elle révèle l'ignorance de l'establishment politique américain, les Démocrates comme les Républicains, sur le conflit israélo-palestinien. Je défierais le nouveau président démocrate du Comité aux relations internationales de la chambre, Tom Lantos, d'identifier l'auteur du commentaire suivant, fait au moment où le Premier ministre Yitzhak Shamir était sur le point de nommer dans son gouvernement Rehavam Ze'evi, le chef du parti Moledet d'Israël. Ze'evi et son parti étaient des partisans du "transfert", un euphémisme pour le nettoyage ethnique des Palestiniens en Cisjordanie et dans d'autres régions du "Grand Israël" " L'entrée dans le gouvernement du parti du transfert est une profonde souillure politique, morale et sociale, une dangereuse infection qui pénètre le gouvernement (d'Israël).

«L'agent du mal»

Toute personne qui inclut le (parti du) transfert parmi les partis de la coalition sioniste confirme, en effet, la résolution des Nations unies qui dit que le Sionisme c'est du racisme ". Si un Américain avait fait une telle déclaration, il aurait été, sans aucun conteste, accusé d'hostilité envers l'état d'Israël, si ce n'est d'antisémitisme. Si la personne avait été juive, elle aurait été stigmatisée comme un juif qui s'autodéteste. En fait, l'auteur de cette déclaration était Benny Begin, le fils de l'ancien Premier ministre de Droite, Menahem Begin, un "prince" du Likud. Il y a plusieurs mois, Olmert qui s'était inquiété publiquement des stigmates de l'Apartheid a nommé Avigdor Lieberman, un homme avec des convictions racistes et antidémocratiques, au poste de Premier ministre-adjoint. Lieberman préconise non seulement le nettoyage ethnique de tous les Palestiniens des territoires occupés mais de se débarrasser des Arabes qui sont des citoyens israéliens.(1)

La puissance du lobby pro-Israël aux Etats-unis est telle, qu'on comprend qu'un candidat ne veuille pas risquer de s'aliéner des voix d'électeurs. Les plus navrants ont été les commentaires de Barack Obama. Parlant devant un groupe de leaders de la communauté juive, dans une synagogue de Philadelphie, Obama a critiqué l'initiative de Carter, déclarant que, "Hamas n'est pas un Etat, Hamas est une organisation terroriste". Obama a également sacrifié à l'obligation de se présenter comme un ami inconditionnel d'Israël, déclarant que, s'il était élu, "il ferait le nécessaire pour qu'Israël puisse se défendre contre toute attaque," - même si, ici encore, son choix des mots était intéressant, étant donné qu'il ne s'est pas explicitement engagé à aller en guerre pour le compte d'Israël, comme l'ont fait John McCain et Hillary Clinton. Carter a également été lacéré par les médias états-uniens qui n'ont parlé de son voyage que pour le critiquer. La page éditoriale du Washington Post s'est surpassée en accusant Carter d'aller embrasser des brutes sanguinaires. Pour Benjamin Shapiro, éditorialiste réputé dans plusieurs quotidiens U.S., c'est carrément la civilisation occidentale qui est en danger: " Jimmy Carter est un agent du mal. C'est douloureux de devoir traiter un ancien président U.S. de partisan des ténèbres. Mais il est dangereux de laisser un homme comme Jimmy Carter hanter la planète, drapé dans la cape de la réputation américaine et plantant les graines de la destruction de la Civilisation occidentale".(2)

L'ancien président américain Jimmy Carter, très critique de la politique israélienne dans son dernier ouvrage, a maintenu, vendredi 8 décembre 2007, que l'Etat hébreu se rendait coupable à ses yeux d'"apartheid" à l'égard des Palestiniens. Jimmy Carter a expliqué qu'il souhaitait susciter un débat sur la politique d'Israël inexistant ou étouffé dans les médias d'information américains qui, "presque tous restent silencieux" sur ce problème. "Le silence est quasi universel dès lors qu'il s'agit d'une possible critique des politiques que mène actuellement le gouvernement israélien". Les accusations de l'ancien président démocrate ont suscité la colère des organisations juives qui ont lancé des pétitions dénonçant l'usage du mot "apartheid" pour décrire le traitement réservé aux Palestiniens par Israël. Jimmy Carter affirme pourtant que ce terme se justifie par les barrières grillagées, les détecteurs électriques et les blocs de béton installés par Israël le long de la frontière avec la Cisjordanie. "Je pense même que la situation est pire, dans bien des cas, que l'apartheid en Afrique du Sud". "Il y a dans ce pays une formidable intimidation qui réduit nos concitoyens au silence", a-t-il souligné, notant que ce silence est observé non seulement par "des individus ou des personnes candidates à des fonctions électives mais aussi par les médias d'information".(3)

"On comprend dans ces conditions l'hystérie collective" Comment est-il possible que cet homme ait pu devenir président des Etats-Unis? ", s'interroge le New York Post dans un éditorial du 15 janvier dernier. Qu'a donc fait l'ancien président (1977-1981) pour mériter pareil traitement? Il a écrit un livre - Palestine: Peace not Apartheid. Et, dans celui-ci, il affirme: si la répression se poursuit à Ghaza et en Cisjordanie, si Israël ne consent pas à négocier l'existence d'un Etat palestinien, on pourrait arriver à une situation similaire à celle de l'apartheid sud-africain. En réponse, l'Anti-Defamation League fait publier des annonces dans divers journaux accusant l'auteur d'être antisémite.(4)

Les critiques de M.Carter à l'égard d'Israël et des Etats-Unis se retrouvent, en plus, détaillées dans le récent ouvrage de l'Américain d'origine palestinienne, Rashid Khalidi, également victime d'attaques systématiques depuis que l'université Columbia lui a attribué en 2003 la chaire Edward-Saïd. Khalidi décrit la relation existant entre la conception impérialiste des relations américaines avec les Etats du Proche-Orient et la façon dont Tel-Aviv et Washington empêchent la formation d'un Etat palestinien. Le New York Post, qui l'a accusé d'antisémitisme en 2004, a également prétendu que la chaire d'Edward-Saïd était financée par certains gouvernements arabes. Le harcèlement dont Khalidi est victime est devenu une pratique de plus en plus fréquente sur les campus universitaires des Etats-Unis...La tension autour des enseignants critiques à l'égard de Tel-Aviv a augmenté l'an dernier, lorsque deux prestigieux universitaires spécialistes des relations internationales ont publié un essai soulignant que les "groupes de pression juifs" aux Etats-Unis dominaient la politique extérieure américaine au Proche-Orient et que la guerre en Irak n'aurait pas pu avoir lieu sans le climat qu'ils ont créé (18). La réaction fut très dure. Quelques mois plus tard, l'universitaire britannique Tony Judt, directeur du Remarque Institute (université de New York), a également été victime d'une campagne lui prêtant des idées antisémites: il avait soutenu que la seule solution au conflit du Proche-Orient était l'existence d'un Etat israélo-palestinien intégrant les deux nations".

S'agissant de la dénonciation de l'apartheid, Carter n'est pas seul à le faire. L'une des personnalités les plus autorisées à le faire, pour l'avoir vécu dans sa chair est sans conteste, Nelson Mandela. Ecoutons-le "L'Apartheid est un crime contre l'humanité. Israël a privé des millions de Palestiniens de leur liberté et de leur propriété. Il perpétue un système de discrimination raciale et d'inégalité. Il a systématiquement incarcéré et torturé des milliers de Palestiniens, en violation du droit international. Il a déclenché une guerre contre une population civile et en particulier contre des enfants." Ces paroles sont de Nelson Mandela, ainsi que les autres remarques faites par lui, en mars 2001, et qui restent malheureusement totalement d'actualité. (5).

Dans le même ordre d'idée, Bruno Guigue, normalien, sous-préfet en France, a été limogé brutalement pour avoir publié une tribune sur le site Oumma.com. Ecoutons-le nous décrire les pressions et la force du lobby israélien qui a eu raison de lui: " Dans les jours qui ont suivi mon "limogeage", les éditorialistes Jean Daniel, Bernard-Henri Lévy et quelques autres se sont empressés de me prendre pour cible. Sans toujours réitérer l'accusation grotesque d'antisémitisme proférée par Luc Rosenzweig, ils insinuent que je me serais condamné moi-même par l'outrance de mes propos. Et au lieu de réfuter mes affirmations de manière factuelle, mes détracteurs préfèrent ainsi jeter l'anathème. Deux phrases inlassablement reprises en boucle, tirées de leur contexte, en effet, ont alimenté mon lynchage médiatique. "L'Etat d'Israël est le seul où des snipers abattent des fillettes à la sortie des écoles". Une phrase choquante? Sans nul doute. Mais les tirs de soldats israéliens contre des enfants, hélas, sont des faits avérés, évoqués par le quotidien israélien Haaretz depuis 2000. Des tirs délibérés, dont le journaliste britannique Chris MacGreal, pour l'hebdomadaire The Guardian, a notamment fait le récit détaillé dans un article paru le 29 juin 2005. Livrée en pâture à l'opinion comme une énormité, la phrase que j'ai écrite avait quelque chose de monstrueux, en effet: elle était vraie. Et parce qu'elle disait la vérité, elle heurtait le formidable déni de réalité qui entoure, dans les médias dominants, la politique israélienne.(6)

La deuxième phrase litigieuse est celle où j'évoque "les geôles israéliennes, où, grâce à la loi religieuse, on interrompt la torture durant le shabbat". Choquant, là encore? Le propos renvoyait à leur propre contradiction ces fervents partisans de l'Etat d'Israël qu'indigne, curieusement, l'inclination de certains pays à la défense de la religion. Mais le fait mentionné, lui, ne fait pas l'ombre d'un doute: il suffit de consulter le dossier établi par l'association israélienne de défense des droits de l'homme Bet'Selem. Lorsque la Cour suprême israélienne tenta de limiter l'usage de la torture pratiquée sur les prisonniers palestiniens, en 1999, les services secrets ont argué de l'urgence pour la justifier. Les plaignants ont alors fait observer que du vendredi midi au samedi soir, cette pratique était interrompue, ce qui relativisait singulièrement l'argument de l'urgence. Cette affaire est parfaitement résumée par Sylvain Cypel, ex-rédacteur en chef du quotidien Le Monde, dans son livre Les emmurés, paru aux éditions La Découverte en 2005, p.94, note 17. Chacun peut s'y référer et vérifier la véracité de mes propos. Mea culpa: j'avais oublié que les comparaisons les plus désobligeantes, aux yeux de l'establishment hexagonal, sont interdites à propos d'Israël mais vivement recommandées à l'égard des pays du "tiers-monde". Mon principal tort, plus que d'avoir enfreint le devoir de réserve, n'est-il pas d'avoir heurté de plein fouet la doxa occidentale? Après avoir mis en lumière le déni de réalité dont le discours dominant entoure les exactions israéliennes, il faut croire que c'en était trop? A mes dépens, j'ai fait la démonstration que la frontière entre ce qu'il est licite de dire et ce qui ne l'est pas, dans notre pays, n'a rien à voir avec le vrai et le faux".(6)

Lynchage médiatique

La prise de position courageuse de Jimmy Carter et le lynchage médiatique, le plaidoyer de Bruno Guigue me rappellent curieusement l'hystérie médiatique contre l'abbé Pierre coupable d'avoir interprété "dans le mauvais sens" le Livre de Josué concernant l'extermination et d'avoir entretenu une amitié avec Roger Garaudy qui sent le soufre...C'est le cas aussi de Pascal Boniface mis à l'index pour avoir parlé de l'impunité d'Israël. Les intellectuels pro-israéliens voire, pour certains, pro-sionistes même sur le tard, tirent sur tout ce qui bouge! Ils ont pour cela une arme redoutable, le monopole de l'antisémitisme et la singularité de la Shoah. Il faut aussi dire que ces intellectuels n'ont pas le recul nécessaire pour juger en toute impartialité les faits. Ils se veulent des donneurs de leçons empêchant toute critique réelle et suivie de l'Etat théocratique d'Israël. Il est vrai, et il faut saluer cela, que beaucoup d'intellectuels israéliens ont su se démarquer de la politique de leur pays pour des idéaux qui les honorent.

Bruno Guigue est sanctionné, Carter est insulté mais les Palestiniens sont toujours en train de souffrir. Curieusement, les BHL, Alain Finkielkraut, Jean Daniel et j'en passe, sont discrets quand il s'agit de parler des Palestiniens d'une façon franche et objective Dans les situations gênantes, entendons par là quand Israël dépasse la mesure... ils donnent des conseils aux Israéliens naturellement sans lendemain, mais ils auront

assuré de leur point de vue "le minimum" en tant que gardiens de l'orthodoxie des droits de l'Homme... Ces intellectuels qui dictent la norme en France devraient nous dire leur sentiment quand un bébé meurt dans le ventre de sa mère, tué par une balle en plein front. Il ne peut y avoir de vérités, il y a la vérité. Les Palestiniens continueront d'être la cible des snipers israéliens. Un peuple se clochardise. Qui s'en soucie?

Pr Chems Eddine Chitour

(*) Ecole nationale polytechnique

(*) Ecole d'ingénieurs Toulouse

1. Henry Siegman - L'Ouragan Carter USA - 06-01-2007 <http://www.thenation.com/>

2. Hystérie aux USA contre Jimmy Carter 23 Avril 2008 <http://libertesinternets.wordpress.com/>

3. Jimmy Carter accuse Israël d'"apartheid" NouvelObs.com. 7 02 2008

4. Mariano Aguirre, Le Monde Diplomatique. Le président Jimmy Carter victime de la censure du lobby pro-Israël - Septembre 2007

5. Lettre de Nelson Mandela à Thomas L. Friedman, New York Times. 27.03.2001

6. Bruno Guigue: Ma faute? Avoir heurté de plein fouet la doxa occidentale, <http://oumma.com/Ma-faute-Avoir-heurte-de-plein>

Droits de reproduction et de diffusion réservés © L'expression

Publié le 29 avril 2008 avec l'aimable autorisation de L'expression

5-2 Uri Avnery "Pas vous ! Vous !!!"

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Extraits :

" He ! Bas les pattes ! Pas vous ! Vous !!! – la voix d'une jeune femme dans l'obscurité du cinéma, une vieille blague.

He ! Hors du Tibet !" s'exclame le chœur international,

"Mais pas de Tchétchénie !

Pas du Pays basque !

Et certainement pas de Palestine !"

Et ça, ce n'est pas une blague.

....

CELA NOUS CONDUIT, bien sûr, à la question palestinienne.

Dans la compétition pour obtenir la sympathie du monde médiatique, les Palestiniens n'ont pas de chance. Selon les critères objectifs, ils ont le droit de demander une pleine indépendance, exactement comme les Tibétains. Ils habitent un territoire défini, ils sont une nation spécifique, une frontière claire existe entre eux et Israël. Il faut vraiment avoir un esprit tordu pour nier ces faits.

Mais les Palestiniens souffrent de plusieurs coups du sort cruels : le peuple qui les opprime revendique lui-même la couronne de victime suprême. Le monde entier a de la sympathie pour les Israéliens parce que les Juifs furent les victimes du plus horrible crime du monde occidental. Cela crée une situation étrange : l'opresseur est plus populaire que la victime. Celui qui soutient les Palestiniens est automatiquement suspecté d'antisémitisme et de négationnisme.

De plus, la grande majorité des Palestiniens sont musulmans (personne ne prête attention aux Palestiniens chrétiens). Comme l'Islam suscite la crainte et l'aversion en Occident, la lutte palestinienne est automatiquement devenue une partie de cette menace sinistre et diffuse, le "terrorisme international". Et depuis les assassinats de Yasser Arafat et du Cheikh Ahmed Yacine, les Palestiniens n'ont aucune dirigeant particulièrement marquant – ni au Fatah, ni au Hamas.

Les médias du monde versent des larmes pour le peuple tibétain, dont le pays est volé par des colons chinois. Qui se préoccupe des Palestiniens, dont la terre est confisquée par nos colons ?

Dans le tumulte mondial sur le Tibet, les porte-parole israéliens se comparent – si étrange que cela paraisse – aux pauvres Tibétains, et non aux horribles Chinois.

Beaucoup pensent que c'est tout à fait logique.

Si Kant revenait demain et était interrogé sur les Palestiniens, il répondrait probablement : "Donnez leur ce que vous pensez devoir être donné à tout le monde, et cessez de me réveiller pour me poser des questions stupides".

Traduit de l'anglais pour l'AFPS : RM/SW.

Uri Avnery est journaliste et cofondateur de Gush Shalom.

5-3 Palestine/Rapport : l'occupation tue plus de 83 palestiniens et enlève 480 autres durant le mois d'avril.

Les forces armées de l'occupation continuent d'escalader leur politique criminelle, de torture arbitraire et de punition collective contre les citoyens palestiniens, en tuant 83 personnes durant le moi d'avril seulement dont plus de 57 citoyens ont été assassinés.

Dans son rapport mensuel dont le centre palestinien d'information a reçu une copie, l'association de solidarité internationale des droits de l'homme à Naplouse a dit que 76 palestiniens sont tombés en martyrs dans la bande de Gaza et 6 autres en Cisjordanie.

Ce rapport a affirmé que les autorités occupantes avait escaladé leurs crimes, de façon sans précédente, contre les citoyens palestiniens innocents, en condamnant ses violations à toute les lois et règles internationales qui

stipulent la protection des citoyens civils et affirment leurs droits humains.

Il a approuvé également que l'occupation a négligé tout droit palestinien dont celle qui appelle l'état d'occupation à protéger leurs vies et leurs établissements administratifs et civils, alors que le gouvernement de l'occupation sioniste décrète régulièrement des décisions et des lois pour exterminer les civils palestiniens.

En ce qui concerne les enlèvements injustes et sauvages, le rapport a montré que les autorités sionistes ont augmenté d'une façon flagrante leurs compagnes d'arrestations durant le mois d'avril, en arrêtant plus de 480 citoyens dont 120 personnes lors des incursions continuelles contre la bande de Gaza.

Le rapport a précisé que 64 enfants sont parmi les citoyens enlevés, ainsi que quatre femmes et des ouvriers ont été kidnappés également sous prétexte qu'ils n'avaient pas de permis de travail dans les territoires palestiniens occupés en 1948.

Il a souligné aussi que les autorités sionistes ont perpétré des violations très dangereuses contre neuf lieux religieux sacrés, chrétiens et islamiques dans les territoires palestiniens, tout en condamnant les violations perpétuelles contre les droits de l'homme dont les assassinats, les arrestations, la destruction des terres agricoles et des infrastructures des citoyens palestiniens.

Les troupes armées de l'occupation envahissent Abassan et enlèvent 30 palestiniens

De grandes forces de l'occupation israélienne ont envahi, aujourd'hui à l'aube, jeudi 1/5, le quartier d'Al Farahine du grand Abassan, situé à l'est de Khan Younès, au sud de la bande de Gaza, et que les résistants palestiniens ont fait face à cette incursion.

Des sources locales ont affirmé au correspondant du centre palestinien d'information que des troupes armées sionistes appuyées par des chars militaires et des bulldozers ont envahi, à l'aube, le quartier d'Al Farahine, sous des coups de feu très intenses et le survol des avions de guerre.

Les sources ont affirmé que les forces armées sionistes se sont déplacées d'une maison à l'autre en grim pant les murs en causant beaucoup de dégâts et dévastant plusieurs terres agricoles dans la région, avant d'enlever 30 palestiniens.

"Des accrochages se sont déroulés entre les forces sionistes et les brigades d'Al Qassam, la branche militaire du Hamas qui ont affirmé leur attachement au djihad et à la résistance", ont – souligné ces sources.

L'occupation assassine un dirigeant d'Al Qassam lors d'un raid aérien

L'aviation de guerre de l'occupation a exécuté un nouveau crime d'assassinat, aujourd'hui matin, jeudi 1/5, contre l'un des dirigeants des brigades d'Al Qassam, la branche militaire du Hamas dans la région de Rafah, au sud de la bande de Gaza.

Des sources sécuritaires et médicales palestiniennes ont affirmé au correspondant du centre palestinien d'information que le dirigeant d'Al Qassam, Nafedh Mansour; 40ans, est tombé en martyr lors d'un raid aérien exécuté par un drone de l'occupation, après l'avoir ciblé durant son déplacement sur une route du camp d'Al Chabourah.

Les sources ont confirmé que ce dirigeant est tombé en martyr suite à ses graves blessures, alors que la petite fille, Emad Cadih, a été blessée par une balle à la tête lors d'une incursion des forces armées sionistes dans la région d'Al Farahine, située au grand Abassan à l'est de Khan Younès, au sud de la bande de Gaza.

Les autorités occupantes escaladent leurs opérations militaires contre les palestiniens, au moment où l'Égypte déploie tous ses efforts avec toutes les factions palestiniennes, afin de les convaincre de respecter une accalmie avec l'occupation qui avait assassiné, hier soir mercredi 30/4, l'un des dirigeants des Sarayas d'Al Qods, la branche militaire du Djihad islamique.

Hamas : on n'accepte plus les escalades criminelles et nous allons riposter par tous les moyens

Le mouvement du Hamas a condamné fortement, aujourd'hui jeudi 1/5, les nouvelles escalades militaires de l'occupation, tout en affirmant qu'elles ne passeront pas facilement et sans punition, notamment après l'assassinat d'un chef des brigades d'Al Qassam, sa branche militaire.

Le porte-parole du Hamas, dans la ville de Khan Younès, Hamad Al Raqab a dit que tous les choix sont ouverts pour lutter par tous les moyens contre les crimes sauvages des autorités sionistes qui frappent toutes les efforts déployés pour parvenir à une accalmie.

Lors de son communiqué de presse dont le centre palestinien d'information a reçu une copie, Al Raqab a déclaré que l'occupation qui tient à escalader ses crimes contre les citoyens palestiniens (bébés, enfants, femmes, hommes très âgés, résistants, civils) ne comprend que le langage de la force, surtout qu'elle profite du soutien illimité des Etats-Unis.

Dans ce contexte, il a souligné que les palestiniens, notamment les factions de la résistance nationale ont tout le droit de répondre fortement et par tous les moyens possibles aux crimes des troupes occupantes qui perpètrent des massacres sans précédent contre des citoyens palestiniens, devant le monde entier, tout en condamnant le silence honteux de la communauté internationale, de l'ONU, du monde libre et des pays arabes qui paraissent très faibles devant les crimes de guerre de l'occupation.

Les factions palestiniennes acceptent l'initiative égyptienne pour une trêve avec l'occupation

Les responsables des factions palestiniennes ont annoncé au Caire qu'ils ont accepté le plan égyptien qui vise à réaliser le cessez-le-feu avec l'occupation malgré les discrétions envers ce plan qui ne comporte pas de trêve générale en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, mais ils ont affirmé que le directeur des services de renseignements égyptiens, Omar Souleymane, leurs a promis de convaincre les sionistes de ne pas prendre des pas provocants en Cisjordanie.

Le président du bureau médiatique des comités de la résistance populaire et le chef de leur délégation au Caire, Mohammed Al-Baba (Abou Adnane) a dit que les factions ont accepté le plan avec certaines discrétions et qu'ils attendent les fruits des efforts égyptiens pour réaliser la trêve et finir le blocus sioniste imposé contre Gaza.

En réponse à une question autour de la position des factions en cas d'une nouvelle agression sioniste contre

Gaza ou la Cisjordanie, Abou Adnane a dit que les crimes sionistes vont frapper la trêve en souhaitant la réussite au chef des services de renseignements égyptien, Omar Souleymane, pour arriver à un cessez-le-feu.

Le Caire a témoigné, mardi soir 29/4, de plusieurs rencontres entre des responsables égyptiens dont le chef des services de renseignements égyptien, le ministre Omar Souleymane, avec 12 factions, mouvements et partis palestiniens dans le but de convaincre les factions palestiniennes de prendre une position commune envers la trêve avec l'occupation après l'accord du mouvement Hamas et du Fatah sur la proposition égyptienne pour réaliser un cessez-le-feu.

De son côté, le mouvement du Hamas a considéré que l'entente des factions palestiniennes sur la trêve est un pas positif qui affirme que l'occupation doit choisir entre l'acceptation d'une trêve réciproque ou l'échec des efforts égyptiens, en conséquence, elle doit porter les résultats de son refus.

Dans le même contexte, le gouvernement de l'unité nationale dirigé par Ismaïl Haniyeh a exprimé son remerciement aux efforts égyptiens qui visent à arrêter les agressions sionistes contre le peuple palestinien. Il a reçu aimablement la position commune des factions palestiniennes au sujet de la proposition égyptienne pour réaliser une trêve réciproque avec l'occupation.

Dans un communiqué de presse dont le Centre Palestinien d'Information a reçu une copie, le gouvernement de Haniyeh a dit que l'occupation doit arrêter la politique de punition collective.

Il a ajouté que le haut intérêt du peuple palestinien a besoin d'un dépassement de tous les désaccords entre les factions palestiniennes qui doivent porter leurs responsabilités pour trouver des solutions aux actuelles situations dans la scène palestinienne.

Al-Batch : Les déclarations de Ban Ki-Moon permettent à l'occupation de poursuivre ses agressions

Le mouvement du Djihad islamique a dit que les déclarations du secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-Moon, étaient très timides dans son appel à l'occupation israélienne à se contrôler, et il a considéré que cela permet à l'occupation de poursuivre ses escalades et ses crimes contre les Palestiniens.

Le leader du mouvement du Djihad islamique Khaled Al-Batch a dit que Ban Ki-Moon a détourné son regard des crimes perpétrés par les forces de l'occupation israéliennes contre les innocents civils palestiniens, alors qu'il condamne toujours la résistance palestinienne légale qui riposte aux massacres sionistes continuels.

Al-Batch a souligné que le conseil de sécurité et l'ONU ne doivent pas être des organisations partiales, perdant leur rôle d'organisation internationale qui propage la justice, et il a appelé les pays et les peuples arabes ainsi que les hommes libres du monde à jouer un rôle pour sauver et protéger le peuple palestinien après la dernière escalade sioniste qui a tué une mère et ses quatre enfants devant les caméras du monde.

Mercredi 30 Avril 2008